

La Lettre du C.D.T.S.

ISSN 1240-0009 CFEAP 72121

BULLETIN DU RESEAU

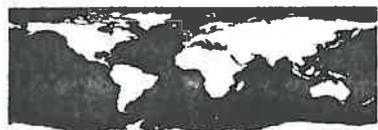
COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs

10francs-N°42
Sept.-Oct. 96



UNIS



Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T.
Alberto Palacios 2,
28021 Madrid-Espagne

Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est l'agent
d'exécution et de liaison de la CNT,
pour tout contact sur le plan
national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P.116
72 003 Le Mans Cedex

Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la
CNT. Elles regroupent les divers
syndicats & Unions Locales d'une
zone géographique. Pour tout
contact dans une région s'adresser
au secrétariat de l'U.R. concernée:

U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 116
72 003 Le Mans cedex
(Secrétariat Régional).

U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 511
64010 Pau Cedex
(Secrétariat Régional).

U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., 7 rue St Remesy
31000 Toulouse
(Secrétariat Régional).

U.R. Méditerranée:

C.N.T., Vieille Bourse
du Travail, 13 rue de
l'académie,
13001 Marseille
(Secrétariat Régional).

U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 2010,
14019 Caen Cedex
(Secrétariat Régional).

U.R. Paris & Nord:

C.N.T., Syndicat des PTT
CTA d'Amiens, rue
Dejean, 80000 Amiens.

Dans l'Est:

C.N.T., B.P. 343, 25207
Montbéliard Cedex

En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405
St Martin d'Herès Cedex

REPRESSION EN UKRAINE...

En juillet dernier, 170 000 mineurs du Donbass se sont mis en grève pour exiger le paiement de plusieurs mois de salaire en retard. Cette grève a été totalement écrasée par l'Etat ukrainien. Actuellement, trois grévistes sont en prison et sept militants poursuivis. De leur côté, le personnel hospitalier et sanitaire et les enseignants (qui ne sont plus payés depuis six mois) se préparent à une longue grève.

Les Amis de l'A.I.T./ Confédération Révolutionnaire Anarcho-sindicaliste exigent la libération des prisonniers et l'abandon des poursuites. Pour soutenir leur action, écrivez à : Léonid Kuchma, Président de l'Ukraine, ul. Bankovaya, 11, Kiev, Ukraine.

JORDANIE: REVOLTES DE LA FAIM...

L'Armée jordanienne occupe diverses villes du pays pour écraser la protestation de la population contre la dernière augmentation du pain qui a fait un bon de 160 %. Le gouvernement dénonce l'action d'agitateurs étrangers. En fait d'agitateurs, il s'agit de l'application d'une directive du Fond Monétaire International. Le F.M.I. a en effet demandé la suspension des aides à la production de cet aliment de base. Une fois de plus, le capitalisme international n'hésite pas à réduire à la famine un des peuples les plus pauvres de la planète.

Dans notre précédent numéro...

... Nous avons informé de la grève des mineurs de Lota (Chili) pour protester contre des licenciements. Pendant 68 jours de grève toutes les décisions ont été prises en assemblée générale. Les dirigeants syndicaux de la C.U.T., avec l'appui de responsables communistes, ont signé un accord qui ne respectait pas la volonté de l'A.G.. Profitant de l'épuisement des grévistes, et en empêchant de s'exprimer ceux qui n'étaient pas d'accord, ils ont réussi à l'imposer le 27 juillet. De nombreux mineurs n'ont pas apprécié ni la trahison de la C.U.T. ni l'intervention des communistes. A Lota, la grève est finie mais la colère continue de gronder.

... Vous avez pu également lire l'arrestation de douze militants de la C.N.T. espagnole après que la police ait donné l'assaut au local syndical. Inculpés de rébellion contre agent de la force publique, il viennent tous d'être relaxés par le tribunal.

(Info : Secrétariat international. Journal CNT)



SEPTEMBRE 96. LES MEDIAS DECOUVRENT QUE TOUT VA MAL. TOUT LE MONDE LE SAVAIT DEJA. UN GRAND JOURNAL TITRE "SEPTEMBRE ROUGE". ON NOUS PROMET UNE RENTRÉE CHAUDE... POINTS DE VUE.

De source bien informée... il serait possible, d'après certains éditorialistes (*1), que CHIRAC risquerait d'être le premier président de la république française à démissionner sous la pression populaire. Ne serait-ce pas de la politique fiction ?

A l'heure du *virtuel* et du *multimédia*, on a vite fait de s'intoxiquer soi-même. Il convient pourtant de faire une nuance entre la métaphore journalistique et la réalité.

Certes, entre les masses et leurs dirigeants, le divorce est consommé. Il le serait à moins, après 20 ans de mensonges et de trahisons. Ce divorce ne date pas d'hier, ni de décembre 95. Déjà, en mars 94, la virulente réaction contre les C.I.P. avait montré que le consensus était mort. Mais beaucoup de chemin reste à faire.

Après les grèves de 95, le printemps 96 n'a pas été brillant. Dans le secteur public, deux conflits importants ont tourné en eau de boudin, aux télécoms et à E.D.F. A France-Télécom, bastion électoral du S.U.D., syndicat pourtant combatif, la démobilisation a été croissante au fur et à mesure des journées de lutte : 64 % le 10 octobre 95, 46 % le 11 avril 96, 32 % le 4 juin 96 (chiffres officiels nationaux).

Dans le secteur privé, des actions ponctuelles n'empêchent pas les licenciements en cascade, que seule une révolte générale des populations concernées pourrait retarder.

La lutte des sans-papiers, pourtant très courageuse, a été dépassée par des stratégies médiatiques d'état-majors; elle n'a pas entraîné les foules.

Secteur public, entreprises privées, immigrés, jeunes... en saucissonnant les secteurs, on ne peut mener des luttes sociales victorieuses. Pour être ensemble,

il faut se replacer dans une dynamique plus globale avec de plus larges perspectives.

Cela ne peut se faire qu'à la base en créant un véritable rapport de forces, capable d'imposer cette dynamique et cette perspective aux appareils politiques et syndicaux. Ce rapport de forces ne se mesure pas simplement au nombre de manifestants ou de grévistes mais à leur capacité à mener leur lutte et à l'exprimer.

Combien d'organisations de jeunes en banlieues ? Combien de syndicats où les adhérents ne sont pas de simples numéros ? Combien de centres culturels populaires autogérés ? Combien de revues, de journaux autonomes ? ...

Poser ces questions, c'est répondre aux causes des déficiences actuelles du rapport de forces. C'est aussi souligner les moyens d'y remédier. Refuser de se les poser, se contenter de l'imagerie d'Epinal de gôche, c'est aller au devant des manipulations.

Car enfin, après des décennies d'élections, de représentativité, de délégation de pouvoir, de discours creux... comment une éventuelle pression populaire, coïncée entre la fête de l'Huma et les élections aux "Commissions Administratives Paritaires" à la veille des législatives ne serait-elle pas récupérée ?

Que l'on réfléchisse simplement à ce rapport qui est fait entre un mouvement social et ses retombées politiciennes. Cela remet en cause la démocratie représentative; car soit elle fonctionne et on ne change pas de président tous les ans, soit elle ne fonctionne pas, et alors,

1 RICHE =
7 MILLIONS
DE PAUVRES

Le dernier rapport de l'ONU sur la situation du monde est éloquent.

Il en ressort que notre planète compte 358 individus disposant d'une fortune supérieure au milliard de dollars; soit, environ 5 milliards de francs (nouveaux) par tête de pipe. La fortune de ces 358 super-privilegiés correspond, et c'est toujours l'ONU qui l'écrit, aux revenus cumulés de 4500 de la population du globe; soit 2,5 milliards de personnes.

Jamais l'on n'a pu constater une telle inégalité puisque, en moyenne, un de ces riches pèse autant que 7 000 000 de pauvres !

De telles disparités sont destinées, à s'aggraver car on nous répète de tous côtés qu'il n'y a pas d'autre politique possible, que c'est la fin de l'histoire, qu'il faut donc accepter de soumettre la vie des hommes à la bonne santé de la monnaie et aux équilibres financiers.

Eh bien non ! Tuons l'argent et la monnaie et on verra que, sans ces parasites, la vie non seulement reste possible mais deviendra plus agréable. Quant aux 358, on leur trouvera un boulot socialement utile, ça les changera un peu.

Castillo.

SUITE AU VERSO

C'est le nouveau parfum à la mode en cette fin d'été dans les milieux de gauche. "Ça va repartir à l'automne !". Les syndicats réformistes multiplient les contacts, échafaudent moult plans d'action et présentent aux médias et aux ministres leur calendrier de grève pour l'automne. Et le Gouvernement, compréhensif, leur donne sur papier glacé la liste des suppressions d'emplois prévus boîte par boîte, secteur par secteur. Notat claironne que c'est un mal nécessaire, Blondel joue de la bretelle en criant au scandale, et Vianet

L'AUTOMNE SERA SHOW

SUITE DU RECTO

bien sûr, il doit démissionner ... mais cela pose alors le problème du choix de société. Devant un tel enjeu, c'est un peu court de déclarer qu'il faut faire payer les riches pour travailler tous. Ce n'est pas sérieux. Qui croira qu'aujourd'hui la gauche, y compris son aile *radicale*, avec ses projets de réforme fiscale et de loi sur le travail, a véritablement envie de raisonner un tant soit peu en terme de changement de société ? Sa stratégie tient en une phrase : de grands mots pour de petits actes.

C'est pourquoi depuis décembre 95, incapable d'insuffler une âme collective à des luttes qui éclatent un peu partout, elle va s'efforcer de leur trouver des petits chefs, avec fax et téléphone portable, assortis, selon nécessités, d'un curé. C'est pourquoi cet automne, pour bien montrer qu'elle mène la danse et connaît la musique, elle prend soin d'en publier par avance la partition.

Paulette Bedous

(*1) Voir Le Monde Diplomatique

propose un remède : la carte C.G.T. Faudrait quand même pas oublier que cet automne sera aussi celui des élections professionnelles ! Les enchères de la sécu, c'était en décembre 95; celles du monde du travail, c'est maintenant.

En décembre, les syndicats réformistes ont réussi le tour de force de mettre les gens dans la rue puis de les faire rentrer chez eux lorsque la grogne devenait trop incontrôlable.

On risque de voir à la rentrée ce reproduire la même démonstration de "G.R.S." (Grève + Récupération Syndicale). A moins que...

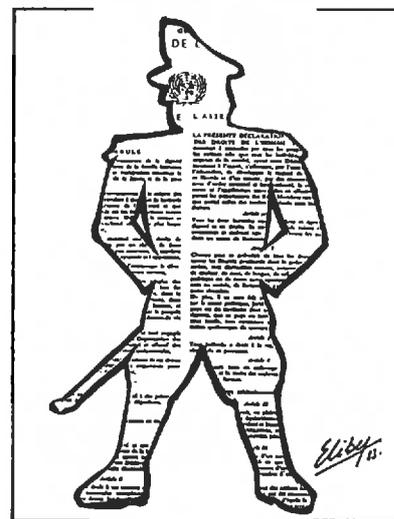
A moins que ça déborde ! Les syndicats réformistes ont assis leur pouvoir sur le monde du travail, mais il n'y a plus de travail pour tout le monde. Depuis que la caste du fric se goinfre à coup de boursicotage et de combines comptables, elle n'a plus besoin d'autant de bras pour produire du profit. Elle recrute surtout chez les comptables et les flics. Douze pour cent de chômeurs déclarés, dix pour cent de chômeurs déguisés en C.E.S., C.D.D., et autres sigles de misère. Ça fait près d'un actif sur quatre qui n'intéresse plus personne, ni les patrons esclavagistes, ni les politiciens, ni les syndicalistes professionnels. Et il n'y a pas que le monde du travail qui pratique l'exclusion. L'espace urbain se troue comme un gruyère. On voit grossir les *zones sensibles* avec les banlieues qui s'enflamment, les flics qui ne s'y baladent plus qu'en meute et en voiture blindées, les lycées sous la *protection* d'appelés du contingent.

Les kermesses syndicales défilent donc cet automne pour la réduction du temps de travail alors que six millions d'entre nous n'ont pas de boulot. Les fonctionnaires hurleront à la dé-

fense d'un service public de qualité à l'heure où les profs réclament des flics, où les A.N.P.E. virent les chômeurs, où les Bureaux d'Aide Sociale sont des centres de tri pour citoyens de seconde zone.

On voit le décalage ... Et on mesure combien ce monde à deux vitesses risque d'être débordé par la misère qu'il génère. Lorsqu'un système explose, c'est qu'il n'a plus les moyens de récupérer ni de contrôler ses propres excès. C'est ce qui arrive au syndicalisme de participation. Ce monde ne fabrique pas seulement de l'exclusion, mais aussi du désespoir et du fatalisme. Une grève qui se termine par une défaite fait bien plus mal que l'absence de mouvements revendicatifs. Cela aussi, ça exclue. Et c'est là que l'anarcho-syndicalisme doit agir en premier lieu : en proposant dans l'entreprise un fonctionnement par la base, avec des assemblées générales souveraines, le rejet des délégués permanents et des élections professionnelles; en redonnant aux gens des quartiers l'envie de s'organiser, de défendre collectivement leurs revendications par l'action directe décidée à la base; en dénonçant dans les luttes sociales la stratégie de récupération des granges centrales syndicales.

Georges Henein Grup





La maladie de l'économie folle

Sans une région fortement rurale comme la nôtre où les petites exploitations sont encore nombreuses, l'affaire de la vache folle joue un rôle de révélateur. Elle montre comment le capitalisme a mis la main sur les campagnes pour imposer la loi du profit maximum au détriment de la santé des consommateurs et des équilibres naturels.

Un premier débat intitulé "Vache folle et problèmes agroalimentaires" a été organisé le premier vendredi de juillet par le C.D.E.S. à Toulouse.

Samedi 15 Septembre, s'était le tour du groupe libertaire du Figeacois (Lot) d'organiser une réunion publique sur le sujet. Les copains de Figeac avaient invité la C.N.T., ainsi que la Confédération Paysanne à participer au débat.

Une salle bien remplie (80 personnes) pour une petite commune, des participants de tous les horizons (éleveurs bien sûr, chercheurs, vétérinaire, mais aussi, consommateurs), des échanges nombreux et fournis; bref une rencontre fort riche et une première apparition qui est une réussite pour le groupe libertaire du Figeacois.

Je vais essayer en quelques lignes de rendre compte des principaux points du débat.

Les questions de santé publique ont été abordées : quel est le risque pour l'homme d'attraper la maladie de Kreutzfeld-Jacob (qui ressemble fortement, à bien des égards, à la maladie de la vache folle) en mangeant son steak ? Au regard des dernières publications scientifiques on ne peut dire qu'une seule chose : c'est qu'on n'a aucune certitude. Il est raisonnable de penser qu'il faudra environ deux ans pour que les recherches actuellement

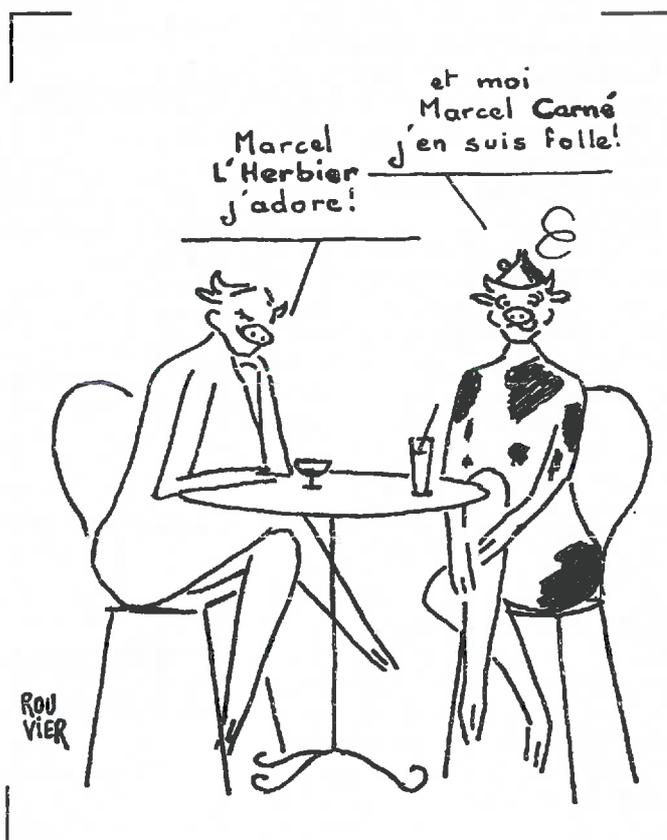
en cours donnent des résultats interprétables. Dans l'attente, les opinions sont partagées. Pour certains participants, le risque est certainement décuplé avec les chaînes de productions industrielles type hamburgers et autres aliments rapides...

Mais c'est surtout la question du productivisme qui a été abordée lors de cette discussion. Car la maladie de la vache folle n'est pas un accident aléatoire, mais bien le révélateur de tout un système. En effet, comment expliquer que l'on ait donné à manger à des herbivores des farines animales, sinon pour augmenter la productivité en diminuant les coûts ?

Mais donner à manger cet aliment carné à des vaches ne suffit pas à ex-

pliquer l'apparition et la dissémination fulgurante de cette maladie en Grande Bretagne (principal pays atteint par la vache folle : 160 000 vaches malades, un élevage laitier sur six contaminé).

En France, seulement une vingtaine de cas ont été diagnos-



DEBATS

"A BATONS ROMPUS"

Le C.D.E.S. organise mensuellement un débat public "A bâtons rompus". Ce débat a lieu le premier vendredi de chaque mois, sauf quand celui-ci tombe un jour férié (ce qui est le cas en novembre). Comme le titre l'indique, il ne s'agit pas d'une conférence mais d'un libre échange de points de vue entre les présents. Les prochains thèmes retenus sont les suivants :

VENDREDI 4 OCTOBRE:
RELATIONS DE POUVOIRS ET / OU FONCTIONNEMENT LIBERTAIRE DANS UNE ORGANISATION.

VENDREDI 8 NOVEMBRE:
LE RACISME.

LES "BATONS ROMPUS" ONT LIEU 7 rue ST REMESY A 20 H 30. Les lecteurs de notre journal y sont bien entendu cordialement invités.

tiqués, et pour la plupart il s'agissait de bovins importés de Grande Bretagne.

Le prion, ce mystérieux agent responsable de la maladie, que l'on n'a pas encore identifié a bénéficié de trois circonstances favorables qui ne sont pas des circonstances médicales ou biologiques mais bien économiques et politiques :

1) tout d'abord la **déréglementation** qui a permis aux producteurs de farines animales de moins chauffer leurs produits, qui du coup n'étaient plus stérilisés.

2) l'**intensification et la massification des échanges** commerciaux en lien avec la situation de quasi **monopole** dont profitent les fabriquant d'aliment pour animaux. Un petit nombre d'usines produisent les farines pour tous les éleveurs. Il est alors inévitable qu'à partir du moment où une contamination est introduite dans la chaîne de production celle-ci se transmette à travers tout le pays comme une traînée de poudre.

3) la **privatisation** du service public d'hygiène anglais. Les vétérinaires-inspecteurs, étant rémunérés par les directeurs d'abattoirs (et licenciés par eux), n'avaient aucun intérêt à faire perdre de l'argent à leurs employeurs en retirant du marché les carcasses de bovins malades. Quand bien même ils l'auraient voulu, de quels moyens disposaient-ils réellement pour le faire ?

Dérégulation, ultra-libéralisme, casse du service public... Ce sont les trois ingrédients de la politique Thatcher, qui a culminé en 1986, date, comme par hasard, du début de la dissémination de la maladie de la vache folle. Ce sont les trois potions merdiques que tous les libéraux du monde, tous les capitalistes, Chirac et Juppé en tête, veulent nous faire avaler.

Le débat a fait ressortir que tous les éleveurs ne sont pas satisfaits de cette logique productiviste, loin s'en faut. Certains participants à la réunion ont expliqué comment les éleveurs ont été poussés dans ce piège infernal par les valets du lobby agro-alimentaires. Au-

jourd'hui qu'ils sont devenus des salariés du crédit agricole, ils ne savent plus comment s'en sortir pour rembourser les dettes et les emprunts.

D'autres éleveurs essaient tant bien que mal d'avoir des productions plus respectueuses de la nature et du consommateur, mais les débouchés sont difficiles. Quand on sait que le kilo de viande est acheté aux alentours de dix francs à l'éleveur et qu'il se retrouve à 80 ou 100 francs à l'étal du boucher, on se dit qu'il y a un problème quelque part, et qu'il doit se situer au niveau des nombreux intermédiaires...

Pour l'ensemble des présents, une des alternatives possibles au système actuel serait donc de développer des réseaux de solidarité directe entre producteurs et consommateurs, comme cela a été mis en place sur la région de Rodez, mais aussi de tisser des liens entre citadins et ruraux, comme l'expérience du groupe chômeur de Toulouse tente de le faire.

Des pistes à creuser, dans le figeacois comme ailleurs.

Tommy

Mode d'Emploi

- **C.N.T.** : La Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve au Mans.
- Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse.
- A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste".
- La section chômeurs se réunit le premier lundi de chaque mois
- Les **Jeunes Libertaires** se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.
- N'hésitez pas à prendre contact :

• **UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :**

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

• **ET UN N° DE TELEPHONE : 61 52 86 48 (répondeur)**

• **PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :**

- C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires, Section Chômeurs : le Samedi de 17 à 19 heures (7 rue St Remesy)

- **Tables de presse: aux Puces, le dimanche en fin de matinée**

Abonnements

Un an : abonnement normal : 50 francs,

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus. à verser au

C.C.P. : C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.

LA LOI, CE N'EST PAS LA JUSTICE!

A la suite de l'expulsion des "sans-papiers" de Paris, la C.N.T. de Toulouse a diffusé le tract suivant :

"La violence avec laquelle l'Etat a fait donner l'assaut à l'église St Bernard démontre, si besoin en était, que la loi dont le gouvernement se gargarise tant n'a rien à voir avec la véritable justice.

Les sans-papiers de Paris sont les frères de tous les sans-profits, les sans-boulots, les sans-ressources. Ils n'ont volé ni tué personne. Fuyant la misère des dictatures où la corruption et le pillage des multi-nationales servent de programme de gouvernement, ils ne cherchent qu'à vivre dignement sur la terre des hommes.

Les lois Pasqua et Joxe sont scélérates, ignobles, faites pour les riches, par les riches. Ce sont les lois de l'exclusion, du racisme ordinaire : le règne de l'arbitraire. Les matraques, les grenades lacrymogènes, les haches des C.R.S. sont les instruments de cet arbitraire.

Aujourd'hui, ce sont les immigrés. Demain, nous serons tous des illégaux ! Déjà les S.D.F., les mendiants avec ou sans chien sont déclarés illégaux dans les quartiers chics. Demain ce sera le tour de ceux qui n'auront plus de boulot, plus les moyens de payer le loyer, ceux qui ne pourront plus joindre les deux bouts. Demain nous serons tous des sans-papiers !

Notre patrie c'est le monde, notre famille c'est l'humanité."

L.E.P.

LYCEENS EXPLOITES PAR LES PATRONS

Les lycéens de L.E.P. ont, de par leur formation, un pied dans la "vie active". Par les stages qu'ils effectuent, ils ont un avant goût de ce qu'ils connaîtront lorsqu'ils seront salariés. Avec des stages obligatoires, non rémunérés, avec une "formation" bien souvent bidon et une dépendance vis à vis du patron à cause du rapport de stage qui compte pour l'examen.

Ils s'aperçoivent que la soumission, l'exploitation, ça commence dès le lycée !

C'est pour cela que nous exigeons :

- la rémunération des stages,

- une véritable formation et non pas un stage où les lycéens font le sale boulot,

- la suppression du droit de regard du patron sur le rapport de stage qui n'est qu'un chantage au travail, qui fait que si le lycéen ne se plie pas au diktats du patron, il est saqué.

Nous ne sommes pas dupes ! Le schéma imposé à l'école est la stricte reproduction de ce système capitaliste par essence inégalitaire ! C'est pourquoi nous ne voulons pas réformer ce système mais le changer radicalement. Nous proposons de gérer nous-mêmes l'ensemble de la société. (...) Si la justice au lycée et ailleurs, si la lutte

contre un Etat, valet du capitalisme, son armée et ses dérives (fascisme, racisme) t'intéressent, viens nous voir.

(Extrait d'un tract de rentrée des Jeunes Libertaires).



Infos

BLAGNAC

• Les médias locaux se sont faits l'écho d'une ratonade survenue en juillet à Blagnac. Nous avons reçu à son propos le témoignage suivant :

Je ne sais si vous publierez ma lettre. Vous avez toute latitude pour modifier ou changer des tournures, des mots qui vous choqueraient au travers de mon langage cru. Ma révolte est si grande qu'il est difficile de mesurer mes propos.

J'habite dans cette commune qui se vante d'avoir des relations privilégiées avec la gendarmerie. Un trafic de came aurait été mis à jour sur la ville. En conséquence, trois arrestations de dealers ont été faites. Les repréailles du quartier dans lequel elles ont eu lieu n'ont pas tardé : la gendarmerie a été vandalisée, les voitures personnelles des flics endommagées, ce que je trouve inacceptable. A partir de là, l'affaire prend une ampleur démesurée : ratonade complète.

Qu'on en juge : intervention d'une centaine de C.R.S. à 6 heures du matin, vandalisme dans les appartements, coups et blessures, biens des familles emportés par la police, trente jeunes attachés aux radiateurs de la gendarmerie, auxquels des coups sont régulièrement donnés... Les trente jeunes étaient 29 maghrébins et un martiniquais ! Le lendemain, deux jeunes marocains ont dû être hospitalisés au vu de leurs blessures ... je ne parle pas des frigidaires fracassés dans les familles, des provisions de bouche rendu inutilisables, ... ma révolte et mon impuissance sont au top. Je vous passe sur des détails qui écorchent le coeur, des gamins de trois ans jetés des lits à 6 heures du matin, des armes posées sur des vieux, malades, de 80 ans... "

Mme L. Blagnac

Comment l'Etat contrôle les travailleurs

Debat

Lorsqu'en juillet 1794 le député conventionnel Le Chapelier fit adopter par l'Assemblée une loi interdisant toute association ou coalition aux gens de même métier, il ouvrait un nouveau chapitre de l'histoire sociale française, le règne du libéralisme. Sous prétexte de défense de la liberté individuelle (en réalité le droit de propriété, celui du plus fort) cette loi niait la lutte des classes et plaçait les travailleurs à la merci de leurs patrons. La jeune classe ouvrière n'allait pourtant pas s'en laisser conter. Multipliant les sociétés secrètes, associations, coopératives, etc... les travailleurs, à l'abri du regard de l'Etat, s'organisaient de manière autonome pour défendre leurs intérêts. Dans ce mouvement, ils allaient élaborer et expérimenter les modes de prise de décision, les formes d'organisation, d'action qui fondent aujourd'hui l'anarcho-syndicalisme.

D'abord, le fonctionnement en assemblées générales. L'assemblée générale réunit les travailleurs, tous égaux. Elle détermine son mode de fonctionnement, c'est en son sein que s'élaborent les revendications, les actions. Seule source de légitimité, elle mandate des délégués qu'elle peut révoquer à tout moment. Alors que les patrons voulaient en face d'eux des travailleurs isolés et dociles; en fonctionnant en assemblée générale, les travailleurs leur opposent une volonté unique d'hommes libres et solidaires. La force de cette volonté, issue de l'assemblée générale est beaucoup plus grande que la simple somme des volontés individuelles.

Tout au long du XIXème siècle, à travers de multiples conflits, révoltes et révolutions, les travailleurs allaient découvrir leur force. Le capital et l'état en tiraient la conclusion. En 1884, la troisième république abrogeait la loi Le Chapelier. Changeant de stratégie, elle inaugurerait un nouveau chapitre de l'histoire sociale : puisqu'interdire les associations de défense des tra-

vailleurs était inefficace, autant les contrôler, les acheter, les avoir à sa botte. De 1884 à aujourd'hui, les divers gouvernements allaient mettre au point à cette fin tout un arsenal juridique. Les institutions représentatives du personnel sont un pan de cet arsenal.

Nous l'avons dit, pour les anarcho-syndicalistes, l'assemblée générale des travailleurs est la seule source de légitimité. La loi imposera une autre légitimité : celle de l'Etat. L'assemblée générale décide de ses modes de fonctionnement; l'Etat en impose d'autres. L'assemblée générale nomme des délégués révocables à tout moment, porteurs d'un mandat précis; la loi impose des délégués élus à date fixe, ne rendant compte de leur mandat (déterminé par la loi) qu'épisodiquement. Devant l'assemblée générale, tous les travailleurs sont égaux, délégués ou pas; la loi instaure parmi les travailleurs une véritable hiérarchie : les délégués ont des droits supplémentaires, des avantages bien réels. Fonctionnant démocratiquement, l'assemblée générale est créatrice de liens de solidarité, de camaraderie réelle parmi ses membres; la loi abroge ses liens de solidarité en faisant de chaque travailleur un cas particulier. Parce que le délégué élu par l'assemblée générale est un travailleur (n'importe lequel) simplement porteur de la volonté générale, il est difficilement attaquantable à travers sa personne, difficilement corrompible. Parce que le délégué nommé selon la loi est une personne physique bien réelle, il est une cible facile, licenciable ou achetable sans problème.

En créant les institutions représentatives du personnel, le but de l'Etat était de faire pièce à la volonté d'auto-organisation de la classe ouvrière,

de mettre à bas les structures qu'elle avait librement instituées.

Lorsqu'un colonisateur arrive dans un pays, il impose ses lois, sa religion, sa culture, sa langue. Lorsque les colonisés résistent, il achète les notables locaux, en nomme de nouveaux, leur confiant, moyennant quelques avantages, les fonctions d'administration et de police. Le but est de faire croire aux colonisés qu'ils sont toujours libres. C'est la même tactique qu'allait suivre l'Etat vis-à-vis de la classe ouvrière pour annihiler toute velléité d'émancipation. L'état de la classe ouvrière en 1996 montre qu'il a en grande partie réussie.

Les institutions représentatives du personnel jouent pleinement leur rôle, la dénonciation de ces institutions est donc du devoir de tout anarcho-syndicaliste conséquent.

J., Montauban

Pas de racistes dans les quartiers



Pas de quartiers pour les racistes

JEUNES LIBERTAIRES-7 rue St Ramesy-31000 Toulouse

AFFICHE REALISEE PAR LES JEUNES
LIBERTAIRES, FORMAT A3-N.B.-0,50F L'UNITE

5 Le faux débat immigration

France 1996 : des millions de chômeurs, de précaires, d'exclus. Des millions de gens qui n'arrivent plus à boucler leur fin de mois.

France 1996 : plus ils licencient, plus les grands patrons font du bénéfice. Dernier exemple: Michelin, 30 000 travailleurs jetés l'an dernier, des bénéfices doublés cette année. Où donc est le problème, dans "l'immigration" ou dans le capitalisme ?

Depuis des années, un faux débat, centré sur "l'étranger" enlise la société française. Il est grand temps d'y mettre fin et de s'attaquer aux vrais problèmes.

Préhistoire du racisme

Au début des années 70, les travailleurs immigrés -souvent "importés" massivement par diverses grandes entreprises- sont exploités dans des boulots que les autres ne veulent plus faire. Cette main d'oeuvre est pour le patronat, pendant les dernières années des trente glorieuses, une véritable aubaine. Elle lui permet d'engranger d'énormes bénéfices, en particulier dans les industries qui, avant l'explosion de la robotisation que nous connaissons maintenant, sont des industries de "main d'oeuvre" (par exemple l'automobile). L'immigré est alors un ... facteur de croissance.

Indispensable à l'époque aux "bonnes joues" de l'écono-

mie, les immigrés n'en ont pas pour autant un statut d'égalité avec les autres travailleurs : globalement moins payés à tâche égale, relégués dans des foyers et les pires banlieues, utilisés pour les travaux les plus pénibles et les plus dangereux (ils sont alors victimes de 70 % des accidents du travail), contrôlés discrètement par les polices politiques des pays d'origine avec la complicité de l'Etat français, les travailleurs immigrés sont plus oubliés que tolérés.

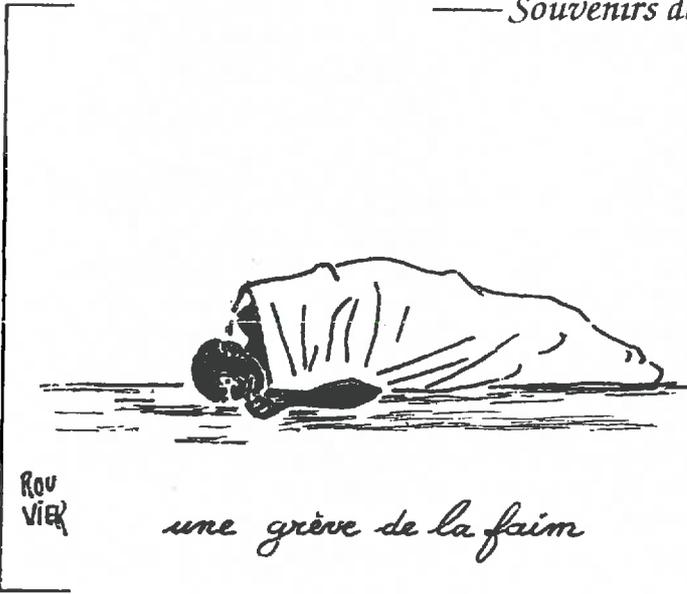
La droite française, raciste et bourgeoise, est alors la droite la plus bête du monde, soutenue par les patrons, les bigots et les crétins. Elle gouverne et, si elle exprime ses tendances dures en produisant le S.A.C. (Service d'Action Civique), la C.F.T. (devenue C.S.L.), "Occident" ou "Ordre Nouveau" (pour les plus

nostalgiques du troisième reich) elle n'a pas besoin d'en faire plus. Le racisme style Dupont La Joie est souterrain. Il baigne les classes moyennes et arrivistes mais ne se donne pas une expression publique massive.

La mutation ultra-libérale

Survient la "crise". Le premier choc pétrolier va être le catalyseur d'une profonde mutation de notre société dans sa relation au travail et à la culture. Cette mutation, globalement théorisée par les ultra-libéraux, type Milton Friedman, présente un caractère mondial. Ce sont par exemple les théories de Friedman qui "justifieront" au Chili en 1973 le coup d'Etat

— Souvenirs de l'été 1996 —



une grève de la faim



une grève de sable fin

ROU
VIER

sanglant et la féroce dictature de Pinochet. Dans notre pays, le "libéralisme" agit différemment et prend appui en particulier sur les cicatrices de la guerre d'Algérie qui ne s'est achevée que 15 ans avant.

Si la "nouvelle droite" et les "nouveaux philosophes" se lancent dans des élucubrations et des bricolages idéologiques pour redorer des thèmes anciens, ils n'apportent qu'une aide secondaire à la propagation d'un discours dont l'objectif inavoué était d'introduire massivement le racisme social.

Il s'agit là d'un calcul politicien et électoraliste, d'une volonté d'entraîner la population dans un faux débat. **"Un pays dans lequel il y a un million de chômeurs mais où il y a deux millions de travailleurs étrangers n'est pas un pays où le problème de l'emploi est insoluble"** disait un certain Jacques Chirac, et c'était en 1976.

Chômage & Immigration

Ainsi dès le début de la "crise", les politiciens martèlent le faux parallèle simpliste entre la présence de l'*étranger* (pas encore clandestin) et le manque d'emploi. C'est une ineptie : s'il n'y a plus de travail salarié, ce n'est pas que les immigrés le "volent", c'est surtout parce que les nouvelles technologies le font disparaître. Dès les années 70, il est en effet évident, pour qui veut bien se donner la peine d'analyser la question, que la robotisation va entraîner des suppressions massives d'emploi tout en augmentant considérablement le volume de la production (et donc des richesses disponibles)

Les politiciens, les capitalistes le savent aussi bien que

nous. Ils savent que, de ce fait, la situation sociale peut rapidement devenir explosive. Il n'y a que deux solutions : remettre en question le système de production et de répartition ou diviser la population pour continuer à régner. C'est bien entendu ce dernier choix que font les couches possédantes. Elles utiliseront sans vergogne le racisme latent dans une couche de la population pour marginaliser progressivement les "étrangers" avant de s'attaquer aux plus pauvres des autochtones.

Le choix des technocrates de l'Etat est donc de déplacer le débat sur l'origine réelle de la crise vers un sujet très Droite-Gauche en théorie ... car, de glissement en glissement, ce thème fera le consensus en évitant la remise en question du système capitaliste (ce qui était le but). Les salons militants préféreront ergoter sur le racisme que d'analyser l'exploitation économique, sociale et culturelle des *élites* (dont ils font souvent partie) sur des masses d'abord culpabilisées et maintenant criminalisées. Le racisme fait ainsi partie d'un mécanisme non seulement de division mais aussi de gestion de l'exploitation : au lieu de se retourner ensemble contre leurs exploités, les sans-grade se chamaillent entre eux. Et certains voudraient bien qu'ils en viennent aux mains...

De l'immigré au clandestin

Mais revenons à la chronologie. Ce qui frappe, c'est la constance avec laquelle depuis 20 ans les gouvernements qui se sont succédés, malgré leurs couleurs différentes, se sont appliqués à transformer l'immigré en clandestin. Chacun aggravant d'un cran les ignominies de son prédécesseur immédiat.

Dès 1975 un décret daté du 21 novembre fixe les nouvelles conditions de délivrance et de renouvellement de la carte de travail (entrée et régularisation). Il entraîne *de facto* la suppression de la carte de travail à validité permanente. Ensuite, les regroupements familiaux vont être soumis à la promesse que les membres de la famille ne chercheront pas à accéder au marché de l'emploi... Le 1er octobre 1977 toute régularisation est suspendue.

En trois ans et en quelques textes réglementaires, tout travailleur immigré devient un "clandestin" potentiel, c'est-à-dire quelqu'un que la loi peut traiter comme un criminel. La création de toutes pièces par les technocrates de la catégorie "clandestin" vient nourrir et crédibiliser le discours de l'extrême droite. "Clandestin", ça fait plus peur au citoyen lambda que "travailleur immigré" même si l'un a été transformé en l'autre par un coup de baguette administrative. Dès lors, ceux qui s'attaquaient déjà aux travailleurs immigrés ont encore plus de facilité pour appeler à la traque du "clandestin"; ce mot d'ordre permet à l'extrême droite de s'unifier derrière le Front National.

L'assassinat du droit d'asile

Il faut rappeler ici qu'à cette même époque est signée la Convention européenne sur la répression du terrorisme (1976 - Convention de Strasbourg). Les Etats signataires, dont la France, définissent l'espace judiciaire européen. Dès la fin des années 70, la France a peur. C'est un paquet de trouille qui s'entoure de barbelés.

La tendance à la tremblante sécuritaire préfigure la

7 Le faux débat immigration

construction d'une Europe qui "comprend" le terrorisme, la révolution iranienne ou le nucléaire à travers des discours dominés par la sottise et le mensonge.

En 1981, seule exception : le gouvernement régularise les "clandestins" de la période précédente, mais cette parenthèse dans les attaques contre les étrangers est de courte durée. Les socialistes vont rattraper leur premier (bon) mouvement. Et de quelle façon !

Un enjeu électoral

Le 26 septembre 1984, ils extradent trois réfugiés basques espagnols, portant un coup fatal au droit d'asile. Le gouvernement de gauche qui se voulait soit-disant à "l'avant-garde du combat pour la promotion du Droit d'asile et la protection des réfugiés" recommence le processus du repli sécuritaire pour des raisons électoralistes. C'est qu'en 1984, le F.N. vient d'obtenir près de 11 % des voix exprimées aux élections européennes. La crise sociale que les gouvernements se contentaient de gérer sur le dos des travailleurs prend une tournure machiavélique. C'est à ce moment que les cabinets ministériels de gauche planchent sur les centres de rétention administratifs pour faciliter l'expulsion des clandestins. Le tout sur fond de déclaration "anti-racistes" ou "anti-fascistes".

Résumons : en 10 ans, une catégorie de travailleurs est marginalisée par voie réglementaire. Le système capitaliste, lui, poursuit son chemin sans encombre, y compris sous la gauche. Celle-ci, au pouvoir, maintient une ambivalence entre le discours (anti-raciste) et la pratique ou elle fait aussi mal que la droite, sinon pire.

Au milieu des années 80,

et particulièrement en 86 au moment des législatives, les travailleurs immigrés et leurs familles sont transformés (bien malgré eux) en enjeux électoraux. Deux discours en miroir s'affrontent, dont le principal intérêt pour le capitalisme est de masquer les mécanismes réels de la crise sociale. Les travailleurs immigrés, les réfugiés, et les étrangers en général, précarisés par les différentes mesures, sont les principales victimes de ces grandes manoeuvres.

En 1986, c'est l'alternance. Les centres de rétention, créés par les socialistes, fonctionnent à plein rendement. A l'Assemblée Nationale, J. Bompard, député F.N., s'attaque aux "étrangers criminels" (c'est un concept nouveau que le F.N. va s'acharner à "populariser" par la suite) et réclame leur expulsion. La notion "d'étranger criminel" est une image subjective comme le "clandestin" est une création administrative que l'on fait assimiler à des couches de plus en plus large par un martelage médiatique sans précédent. Un justice d'exception (contraire à l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme, mais quel politicien s'en préoccupe vraiment ?) est créée. L'immigré commence à devenir un sans-droits. Dans l'année, pour la première fois, 101 maliens sont expulsés dans un charter.

De retour aux affaires en 1988, la gauche apportera une nouvelle pierre à l'édifice : la circulaire Marchand sépare les étudiants en deux catégories aux droits différents.

1993 marque la publication du nouveau co-

de de la nationalité et des lois Pasqua que tout le monde a en mémoire.

Tous ces textes juridiques n'ont bien sûr aucune base morale, ils sont le reflet d'une société de classes : le "pauvre" est suspect, criminalisé si besoin est, tandis que le dirigeant politique et économique n'a pas de comptes à rendre. L'enrichissement de quelques uns ne peut avoir pour cadre juridique que la criminalisation du plus grand nombre. Le racisme que nous connaissons aujourd'hui est un racisme institutionnel. C'est pourquoi il n'y aura pas de lutte contre le racisme sans lutte contre les institutions qui le charpentent : le capitalisme et l'Etat. Ceux qui tentent de nous le faire oublier ne font qu'aider le racisme à gangrener plus encore la société.

OM & XF.



COMBAT & RACISME

• **Rédaction :** En tant qu'auteur d'une brochure sur le catholicisme ("Les évangiles, c'est du bidon"), que penses-tu de la venue du pape ?

• **Peilharot :** La venue du pape est un temps fort de l'offensive cléricale. Elle a fort heureusement soulevé des contre-manifestations importantes. Mais la venue du pape ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. En effet, l'église profite de la moindre inattention des laïques pour avancer ses pions. Tous ceux qui se sont mobilisés contre le pape doivent garder cette vérité présente à l'esprit. Le pape parti, il faudra continuer la mobilisation contre le cléricanisme rampant, celui par exemple qui sous prétexte "d'histoire des religions" introduit la propagande religieuse dans les cours d'histoire, même à l'école laïque.

• **Rédaction :** Et l'affaire Clovis ?

• **P :** Le symbole est très fort. Mais pas dans le sens développé dans les chiraço-médias. Rappelez-vous. En baptisant Clovis, Rémi lui aurait dit "Courbe la tête fier Sicambre ... brûle ce que tu as adoré". Ça résume assez parfaitement l'idéologie cléricale. Le chrétien doit courber la tête, il ne doit pas penser par lui-même. C'est un soumis perpétuel. Et il doit propager son idéologie par le fer et par le feu. Remarquez que ça, c'est une obsession de l'église. Elle a toujours beaucoup aimé brûler. Les évangiles recommandent le procédé. Rémi en fait la base de la politique royale, et l'inquisition le mettra en pratique à grande échelle. Ce goût pour le feu, c'est tout à fait pathologique. C'est un danger constant pour l'humanité.

• **Rédaction :** Tu ne penses pas que tout cela c'est du passé ?

• **P :** Un passé très récent. En Espagne, le dernier bûcher de l'inquisition a été allumé en 1788. En France, le Chevalier de la Barre a succombé sous les pires

tortures en 1766. Il n'avait pas vingt ans. Son seul crime était d'avoir lu Voltaire et de ne pas s'être découvert devant le passage d'une procession. Ce n'est qu'un exemple. Grâce à l'action des athées, des libre-penseurs, des anti-cléricaux, l'église a dû battre en retraite depuis un ou deux siècles. Mais sa position idéologique de fond n'a pas changé. Pie XII a été un soutien

ouvert et déterminé pour Franco. L'église de France a massivement collaboré avec les nazis et les pétainistes. L'église actuelle n'est certainement pas innocente dans l'abominable guerre civile Yougoslave ni dans les monstruosité que l'on voit en Afrique, en particulier au Rwanda (plus de 90 % de catholiques). Les intérêts de l'église passent toujours avant ceux des hommes.



OPERATION DEBAPTISATION

Plusieurs lecteurs, baptisés sans leur consentement, nous ont demandé de publier la procédure pour se faire débaptiser.

Il suffit d'adresser à la paroisse dans laquelle vous avez été baptisé de force et à l'évêché correspondant une demande. Joindre une enveloppe timbrée à votre adresse pour la réponse. Exemple de lettre : "Madame, Monsieur, Je vous demande de porter sur le registre de baptême en regard de mon nom la mention "A renié son baptême à la date du"

• **Rédaction :** Comment faire reculer le cléricanisme ?

• **P :** Je pense qu'il faut le combattre sur le fond. Le cléricanisme est un des modes d'expression de toutes les religions. C'est l'idée de dieu qui le porte, c'est elle qui est fondamentalement dangereuse.

• **Rédaction :** Pour en revenir au pape, comment juges-tu ses apparitions ?

• **P :** Si dieu existait, il n'aurait pas besoin du pape. Pourquoi en effet mettre un vieillard en conserve dans une papamobile pour nous convaincre de son existence ? C'est tout simplement ridicule. Si dieu existait, il n'aurait qu'à se montrer en personne. Même l'agence de publicité la plus ringarde le lui conseillerait. Il y gagnerait en crédibilité. S'il ne le fait pas, si c'est le pape qui est obligé de se montrer à sa place, c'est bien sûr que dieu n'existe pas. Au fond, le pape est la preuve vivante de l'inexistence de dieu.



REINARE EN ESPAÑA SOQUE TE CREES TU ESOT

"De même que la chenille choisit les plus belles feuilles pour déposer ses oeufs, le prêtre dépose sa malédiction sur nos plus belles joies."
WILLIAM BLAKE, 1793.